

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 25 septembre 2024**  
(Convocation du 19 septembre 2024)

Aujourd'hui, le 25 septembre 2024 à 11h00, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	8 8
<b>Présents</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	6 6
<b>Pouvoirs</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>		
Pour		
• Nombre	6	
• Voix	6	
Contre		
• Nombre	0	
• Voix	0	
Abstention		
• Nombre	0	
• Voix	0	

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Commande publique - Biodiversité - Marché n°24013 "Seuil de Denguin sur le gave de Pau (64) - Travaux de restauration du seuil et de construction de nouveaux dispositifs de franchissement" - Modification en cours d'exécution - Avenant n°1**

### **Exposé des motifs :**

L'exécution des travaux d'aménagement du seuil de Denguin sur le gave de Pau a fait l'objet d'une consultation des entreprises. Ce marché a été attribué, sur décision du bureau de l'Institution Adour en date du 24 mai 2024, au groupement d'entreprises Casadebaig/Laborde/Cancé.

Pour accéder au chantier, les entreprises doivent passer par une parcelle privée qui est le site d'une activité économique. Durant la période du chantier, l'entreprise propriétaire de la parcelle souhaite maintenir un contrôle des entrées sur son site. Dans ces conditions, et afin de permettre l'accès en sécurité, un accord a été trouvé avec l'entreprise propriétaire de la parcelle pour la mise en place, à l'entrée de cette parcelle, d'un gardiennage limité aux jours et horaires d'activités des entreprises du groupement titulaire du marché.

Cette modification technique apportée en cours de chantier entraîne une augmentation du prix de la prestation de travaux (augmentation de 18 240,00 € HT, soit 21 888,00 € TTC). Cette modification financière du marché, par son caractère de faible montant, entre dans les conditions inscrites aux articles L.2194-1 et R.2194-8 du Code de la commande publique.

Ces modifications techniques et financières du marché devront être formalisées par un avenant (n°1) à ce marché ; le projet d'avenant est porté en annexe.

Vu les articles L.2194-1 et R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique relatifs aux modifications de marché autorisées, et plus particulièrement l'article R.2194-8 concernant les modifications de faible montant,

Vu le marché n°24013 passé avec le groupement d'entreprises Casadebaig/Laborde/Cancé, pour les travaux de restauration du seuil et de construction de nouveaux dispositifs de franchissement du seuil de Denguin sur le gave de Pau,

Considérant la nécessité de mettre en place un gardiennage à l'entrée du chantier pour en sécuriser l'accès,

### **LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

### **DECIDE**

#### **Article 1**

- d'approuver la modification en cours d'exécution du marché n°24013, portant sur des prestations supplémentaires dans les travaux d'aménagement du seuil de Denguin,
- d'approuver l'ajout du coût de ces prestations supplémentaires pour le seuil de Denguin (augmentation de 18 240,00 € HT, soit 21 888,00 € TTC) au coût initial du marché n°24013,
- d'autoriser le président à signer l'avenant n°1 au marché n°24013 avec le groupement d'entreprises Casadebaig/Laborde/Cancé, tel qu'annexé, et toute pièce nécessaire à cette fin, les crédits nécessaires étant inscrits au budget.

#### **Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 25 septembre 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,  
Paul CARRÈRE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 26/09/2024

Reçu en préfecture le 26/09/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240925-240925H2116H1-DE



## MARCHÉ n° 24013 - AVENANT n° 1

**Seuil de Denguin sur le gave de Pau (64)  
Travaux de restauration du seuil et de construction  
de nouveaux dispositifs de franchissement**

**Avenant n° 1 au marché n° 24013**

*en vertu de l'article L.2194-1 alinéa 6 du code de la commande publique*



## Article 1. Identification du pouvoir adjudicateur

INSTITUTION ADOUR  
38 rue Victor Hugo  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX  
Tél : 05 58 46 18 70  
Courriel : secretariat@institution-adour.fr

Représenté par Monsieur Paul Carrère, Président de l'Institution Adour, en vertu de la délibération de l'Institution Adour n°64/2021 en date du 22 septembre 2021.

## Article 2. Identification du titulaire du marché public

### Mandataire :

SN CASADEBAIG S.A.S  
Quartier Pon  
64440 LARUNS  
05 59 05 31 89  
contact@casadebaig.fr  
SIRET : 326 967 346 00015

### Co-Traitant :

SAS LABORDE  
Zone Lanneretonne - BP 55  
64400 OLORON-SAINTE-MARIE  
05 59 36 02 00  
etab.laborde@ste-laborde.fr  
SIRET : 325 069 623 00057

### Co-traitant :

ETS CANCE  
Route de la Montjoie  
64800 NAY  
05 59 04 37 80  
gilles.larcebau@cance.fr  
SIRET : 097 280 234 00192

## Article 3. Objet du marché public

Seuil de Denguin sur le gave de Pau (64) - Travaux de restauration du seuil et de construction de nouveaux dispositifs de franchissement

- Date de la notification du marché public : 24 juin 2024
- Durée d'exécution du marché public : 24 mois
- Montant initial du marché public :
  - Taux de la TVA : 20 %
  - Montant HT : 1 936 875 € (1 856 000 € tranche ferme + 80 875 € tranches optionnelles)
  - Montant TTC : 2 324 250 €





## Article 4. Objet de l'avenant

### Modifications introduites par le présent avenant conformément à l'article R.2194-8 du code de la commande publique

Pour accéder au chantier, les entreprises doivent passer par une parcelle privée qui est le site d'une activité économique. Durant la période du chantier, l'entreprise propriétaire de la parcelle souhaite maintenir un contrôle des entrées sur son site. Dans ces conditions, et afin de permettre l'accès en sécurité, un accord a été trouvé avec l'entreprise propriétaire de la parcelle pour la mise en place, à l'entrée de cette parcelle, d'un gardiennage limité aux jours et horaires d'activités des entreprises du groupement titulaire du marché.

L'offre financière et technique de l'entreprise est jointe en annexe à cet avenant.

Cette modification technique apportée en cours de chantier entraîne une augmentation du prix de la prestation de travaux (augmentation de 18 240,00 € HT, soit 21 888,00 € TTC).

Les cas de modifications autorisées sont énoncés à l'article L.2194-1 du code de la commande publique précisés par les articles R.2194-1 à R.2194-9 dudit code. En l'espèce, la modification du présent marché est une modification autorisée prévue à l'article R.2194-8 du code de la commande publique : modification financière du marché de faible montant

### Incidence financière de l'avenant

L'avenant entraîne une augmentation du montant du marché public.

- Montant initial du marché public :
  - Taux de la TVA : 20 %
  - Montant HT : 1 936 875 €
  - Montant TTC : 2 324 250 €
- Montant de cet avenant :
  - Taux de la TVA : 20 %
  - Montant HT : 18 240 €
  - Montant TTC : 21 888 €
- Nouveau montant du marché public :
  - Taux de la TVA : 20 %
  - Montant HT : 1 955 115 € (1 874 240 € tranche ferme + 80 875 € tranches optionnelles)
  - Montant TTC : 2 346 138 €

### Incidence de l'avenant sur la durée du marché

L'avenant n'a pas d'incidence sur la durée du marché public.

### Récapitulatif des articles et pièces du marché modifiés

Toutes les pièces du marché demeurent inchangées.





## Article 5. Signature du titulaire du marché public

---

À \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

M./Mme.....  
Mandataire du groupement  
CASADEBAIG / SOCIÉTÉ LABORDE SAS /  
CANCE

projet





## Article 6. Signature du pouvoir adjudicateur

---

À Mont-de-Marsan, le

**Paul CARRÈRE**  
Président de l'Institution Adour

projet





**Travaux de Montagne**  
**Génie Civil**  
**Ouvrages d'Art**  
**Bâtiment Industriel**  
**Construction et Rénovation Bâtiment**  
**Aménagement Urbain**

Envoyé en préfecture le 26/09/2024  
Reçu en préfecture le 26/09/2024  
Publié le 26/09/2024  
ID : 040-254002264-20240925-240925H2116H1-DE

64440 LARUNS

**Tél : 05 59 05 31 89**  
**Fax : 05 59 05 40 12**  
**contact@casadebaig.fr**  
**www.casadebaig.com**

**Institution Adour**  
**38 rue Victor Hugo**  
**40025 MONT DE MARSAN**

**DEVIS N° 24699 v.2**

**Date : 04/07/2024**

**Affaire suivie par : Alexandre CHERREAU**

## **DEVIS N° 24699 v.2**

Monsieur,  
Suite à votre aimable consultation, veuillez trouver ci-dessous le devis concernant l'affaire citée en objet.

### **INSTITUTION ADOUR - Seuil de Denguin - Homme trafic - 2024**

N°	NATURE DES PRESTATIONS	U base	QTE	P.U. DEVIS	MONTANT base
<b>2</b>	<b>MISE A DISPOSITION HOMME TRAFIC</b>				
201	Amener et Repli bungalow	U	2,00	360,00 €	720,00 €
202	Location Bungalow, compris groupe électrogène	S	8,00	300,00 €	2 400,00 €
203	Homme trafic pour gérer la circulation au niveau de la gravière (46h/semaine) jusqu'à Fin Aout. Arrêté mairie jusqu'au 20 Aout (6 semaines) et réouverture de la gravière (2 semaines)	S	8,00	1 890,00 €	15 120,00 €
	A partir de début Septembre, afin d'éviter une circulation importante de camion semi et toupie béton, dans le centre de Denguin, le groupement d'entreprise va prendre à sa charge l'homme trafic jusqu'à la fin des travaux en Rive droite. Cela permettra également de fermer complètement les accès au chantier en amont et en aval, sur le chemin piéton, avec 2 merlons de terre.				
2_202_0	Location Bungalow, compris groupe électrogène - Pris en charge par le groupement	S	8,00	300,00 €	2 400,00 €
2_203_0	Homme trafic pour gérer la circulation au niveau de la gravière (46h/semaine) jusqu'à Fin du chantier Rive droite - Pris en charge par le groupement	S	8,00	1 890,00 €	15 120,00 €
	<b>Total MISE A DISPOSITION HOMME TRAFIC</b>				<b>18 240,00 €</b>
<b>TOTAL H.T.</b>					<b>18 240,00 €</b>
<b>T.V.A. à 20,00%</b>					<b>3 648,00 €</b>
<b>TOTAL T.T.C.</b>					<b>21 888,00 €</b>

**Avant toute intervention sur site, réception de confirmation de commande, veuillez nous retourner un exemplaire du présent devis daté et signé et portant la mention « bon pour accord » afin que nous puissions enregistrer votre commande.**

**Validité de l'offre :** 2 mois

**Mode de règlement :**

**Echéance :**





Travaux de Montagne  
Génie Civil  
Ouvrages d'Art  
Bâtiment Industriel  
Construction et Rénovation Bâtiment  
Aménagement Urbain

Affaire : 24699

INSTITUTION ADOUR - Seuil de Denguin - Homme tra

Envoyé en préfecture le 26/09/2024

Reçu en préfecture le 26/09/2024

Le 04/10/2024



Publié le 2024

ID : 040-254002264-20240925-240925H2116H1-DE

**LE CLIENT - Date :**  
**"BON POUR ACCORD (offre et conditions)"**

**L'ENTREPRISE**  
**Alexandre CHERREAU**

**S.N. CASADEBAIG**  
S.A.S. Capital 400 000 €  
Quartier Pon - 64440 LABUNS  
T. : 05 59 05 31 29 - F. : 05 59 05 40 12  
RCS Pau 325 857 346

*P.O. A. CHERREAU*

\* Compris conditions de vente ci-annexées.



## Conditions de l'offre :

### Notre offre s'entend :

- Nos prix sont établis sur la base des impôts et taxes en vigueur. Toute modification ultérieure de ces impôts ou taxes sera répercutée sur les prix.
- Acompte à la commande 30% du montant TTC. Paiement à réception de facture. L'acompte se déduit au prorata de l'avancement des travaux.
- Solde sur situation à l'avancement de nos travaux : paiement à 30 jours fin de mois date de situation ou facture.
- Garantie de paiement Art.1799-1 du code civil-décret n°99-658 du 30 juillet 1999 à remettre à la signature.
- Il n'est pas prévu d'appliquer de retenue de garantie.
- Marché régi par le code des marchés privés suivant norme NF-P 03 001 avec pénalités de retard plafonnées à 5% et les délais d'exécution du présent marché sont établis sur la base des dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en matière d'organisation et de durée de travail en vigueur à la date de sa conclusion. En cas de modifications de ces dispositions, pour urgence et cas de force majeure, il sera tenu compte des délais et dépenses supplémentaires nécessaires à l'exécution des travaux sur la base des justificatifs fournis par nos soins.
- Condition de règlement : Virement bancaire ou chèque à l'avancement des travaux, paiement à 30 jours fin de mois date de situation ou facture. L'acompte se déduit au prorata de l'avancement des travaux.
- Escompte en cas de règlement anticipé : Néant.
- Taux de pénalités exigibles à l'échéance de la facture : En absence de paiement : 5%.
- Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : 40 €.

### Pièces contractuelles :

- Le présent devis référencé.
- Conditions Générales Internes SN CASADEBAIG en vigueur.
- DTU en vigueur.
- Garanties RC et décennale de base, suivant demande écrite extension réglementaire possible (si garanties supérieures exigées, surcoût à rajouter à l'offre).
- Pièces techniques envoyées lors de la consultation (descriptif-plans-rapport de sol).

### Précisions sur la gestion des déchets :

- Catégories de déchets triés sur le chantier et évacués séparément :
- Lieu de collecte envisagé :
- Poids estimé des déchets Montant estimé des déchets



#### **Article 1 – Prix :**

Le montant des travaux tient compte de toutes les dépenses de main d'œuvre, de matériaux et matériel. Il tient compte également de toutes les charges sociales et fiscales en vigueur à ce jour.

Les prix sont réputés fermes. Le montant des travaux restera donc ferme, pendant la durée des travaux prévus au planning, après signature du présent devis.

Le présent devis (non accepté) a une durée de validité limitée de 2 mois. Au-delà, de cette date, les prix et les prestations peuvent être modifiées.

En cas de variation de la TVA, le nouveau taux sera automatiquement répercuté sur le prix hors taxe, au taux en vigueur au moment de la facturation.

#### **Article 2 – Modifications**

Si, en cours de marché, la Maître de l'Ouvrage demande des travaux supplémentaires non prévus aux pièces contractuelles de base, ils feront l'objet d'un avenant (ou devis) signé entre les parties.

Par conséquent, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucune erreur, omission ou insuffisance, pour réclamer une augmentation dans le cadre de son marché.

#### **Article 3 – Exécution**

Tous les travaux dont l'entrepreneur a pris la charge, seront exécutés dans les règles de l'art ; suivant les normes professionnelles et documents techniques unifiés (D.T.U.) en application à la période d'exécution et devront répondre à la description qui en a été faite.

L'entreprise pourra sous-traiter une partie de son marché à des entreprises qualifiées choisies par elle après information auprès du Maître d'Œuvre et/ou Maître d'Ouvrage, conservant néanmoins la responsabilité et la direction des travaux, à l'égard du Maître de l'Ouvrage.

Le Maître de l'Ouvrage ne pourra imposer à l'Entrepreneur de s'approvisionner en matériaux et fournitures, à des fournisseurs choisis par lui, ni imposer l'emploi de matériaux fournis par le Maître de l'Ouvrage.

Dans le cas où l'entreprise ne procéderait pas au nettoyage ou à l'enlèvement des gravats propres à ses travaux, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire procéder au dit nettoyage et enlèvement par une autre entreprise spécialisée et ce, au compte de l'Entreprise après rappel par courrier auprès de cette dernière. Tous les travaux supplémentaires demandés font l'objet d'un devis et doivent être validés par le Maître d'Ouvrage. Ils entraîneront également une prolongation éventuelle du planning contractuel de base.

L'Entreprise intervenant sur le chantier restera responsable de l'application des mesures d'hygiène et de sécurité du personnel qu'elle emploiera.

#### **Article 4 – Délai :**

L'Entrepreneur s'engage à terminer dans les délais prévus au planning, sauf cas de force majeure – grèves, intempéries, pénurie de matériaux – pandémie – sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative.

L'Entreprise ne sera jamais responsable des retards imputables à une autre entreprise ayant traité directement avec le Maître d'Ouvrage.

#### **Article 5 – Actualisation – Révision des prix**

En l'absence d'un CCAP ou CCAG suivant marché TP ou Bat. Il est précisé à nouveau que les prix resteront fermes, non révisables pendant la durée des travaux prévus au marché et suivant planning.

Les prix ne pourront être actualisés ou révisés, pour la période d'exécution dépassant le planning prévu, que si les retards sont imputables au Maître de l'Ouvrage pour défaut de paiement ou autres cas de force majeure énumérés plus haut. Dans ce cas seulement, il sera fait application de la formule ci-après :

$$0.15 + 0.85 (BT/BT^1 - n)$$

$$\text{Ou } TP/TP_1$$

Dans laquelle :

BT<sup>06</sup> = Index National Bâtiment pour le mois d'exécution des Ouvrages correspondant au Corps d'Etat objet du Marché ou devis.  
TP<sup>02</sup> = Index National Travaux Public pour le mois d'exécution des Ouvrages correspondant au Corps d'Etat objet du Marché ou devis.

BT<sup>1</sup> = Index National Bâtiment pour le mois précédent la date d'établissement du devis d'origine.

n = correctif de neutralisation des variations

#### **Article – Règlements**

Chaque mois, l'Entrepreneur établira une situation provisoire qu'il présentera au visa du Maître d'œuvre. Le délai de paiement court à compter de la réception de la facture (ou situation mensuelle) par le Maître d'œuvre et comprend le délai de vérification de ce dernier sous un délai de 30 jours.

Si les demandes d'acomptes restent impayées 15 jours après une mise en demeure adressée au Maître de l'Ouvrage, l'Entrepreneur est en droit de suspendre l'exécution des travaux. Sans parler du délai d'exécution

qui sera prolongé d'office, et sans besoin d'une mise en demeure, les retards de paiement ouvrant droit pour l'Entrepreneur au paiement d'intérêts moratoires qui seront calculés sur la base du compte d'escompte de la Banque de France, majoré de deux points. Aucun escompte en cas de règlement anticipé. En absence de paiement, taux de pénalité exigibles à l'échéance de la facture 5%. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € sera également appliquée.

#### **Article 7 – Garantie – Assurances**

L'Entreprise atteste à la demande écrite du maître d'ouvrage, l'emploi de main d'œuvre déclarée et en situation régulière. Elle pourra l'attester auprès de demande avec justificatifs auprès des services concernés. L'Entreprise déclare être assurée en matière d'individuelle de base responsable décennale, ainsi que pour la responsabilité Chef d'Entreprise.

Il est précisé que les fissures dues au retrait des matériaux et ne présentant qu'un désordre esthétique, ne sont prises en compte par les compagnies d'assurances, que lorsqu'elles ne permettent pas d'assurer l'étanchéité de la construction.

#### **Article 8 – Réception des travaux – Période de garantie**

A l'achèvement des travaux tous corps d'état, il sera procédé à la réception des ouvrages. L'Entrepreneur pourra demander la réception de ses propres ouvrages. La réception sera acquise à l'Entrepreneur 20 jours après sa demande restée sans effet.

#### **Article 9 – Contestations – Attributions de juridiction – Frais**

Pour le règlement des contestations qui pourraient s'élever à l'occasion de l'exécution ou du règlement du présent marché, les parties contractantes devront se consulter pour transmettre leur différend à un arbitrage ou pour refuser l'arbitrage. Les litiges qui n'auront pu être réglés par arbitrage seront portés devant le Tribunal de Grande Instance de Pau (Pyrénées Atlantiques).

Si le présent marché ou devis et les, pièces qui s'y rattachent devaient être soumis à l'Enregistrement, les frais de cette formalité seraient à la charge du demandeur.

#### **Article 10 – Rétractation**

Le client peut résilier le devis dans un seul cas précis. L'article L114-1 du code de la Consommation indique que «le consommateur peut dénoncer le contrat de vente d'un bien meuble ou de fourniture d'une prestation de services par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en cas de dépassement de la date de l'exécution de la prestation excédant sept jours sans explications et non dû à un cas de force majeure».

Envoyé en préfecture le 26/09/2024

Reçu en préfecture le 26/09/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240925-240925H2116H1-DE

